

Jean-Pierre Willems invite les vainqueurs du premier tour à moins d'anathème et plus de diagnostic

n°1731

Logique de centralisation et réforme radicale pour Nicolas Sarkozy, logique de décentralisation et amélioration progressive du dispositif actuel pour François Hollande, les grandes décisions en matière de formation seront « *exactement inverses* » selon le vainqueur du second tour. Telle est l'opinion du consultant Jean-Pierre Willems, qui met cependant les candidats à égalité sur un point : « *dans les deux cas, il manque un diagnostic sur l'efficacité du système* ».



Jean-Pierre Willems

- « *Avec Nicolas Sarkozy, la dimension centralisatrice sera encore plus prononcée* »

Si la formation des demandeurs d'emploi, l'objectif d'un million d'alternants et la mise en place du compte individuel de formation formeront selon Jean-Pierre Willems le trio de tête des mesures du président sortant s'il venait à être réélu, la spécificité de son action serait cependant ailleurs : « *si Nicolas Sarkozy est élu, la dimension centralisatrice sera encore plus prononcée, non seulement parce que les régions sont majoritairement à gauche, mais surtout parce qu'il a véritablement une conception centralisée, étatique et volontariste de l'action* ». Et d'insister, « *son discours sur les corps intermédiaires montre qu'il y a pour lui trop d'intérêts en jeu pour qu'une véritable réforme soit possible sans action centrale et déterminée de l'État* ».

Concrètement, cela impliquera par exemple de « *continuer à réduire le nombre des OPCA et de laisser moins de place à la négociation collective* ». Ainsi du FPSPP qui, s'il ne sera pas nécessairement à nouveau ponctionné, sera en revanche orienté « *de manière encore plus évidente sur ce qu'il doit faire de son argent* ». Peu de doute à ce sujet selon le consultant tant Nicolas Sarkozy a « *clairement annoncé* » son programme : « *réduction du poids des corps intermédiaires, place plus importante de l'État et concentration des moyens sur les demandeurs d'emploi* ».

Au-delà du constat d'absence de chiffrage précis des mesures envisagées par les deux candidats, le consultant relève des contradictions entre le rapport Larcher et les mesures qui pourraient être prises par le candidat de l'UMP : « *sur la proposition phare de formation des demandeurs d'emploi, le rapport Larcher n'est pas loin de démontrer que ce n'est pas tenable en avançant que la formation ne fait pas l'emploi ou que l'obligation d'accepter n'importe quel emploi, voire de se former, est très discutable* ». De fait, il apparaît peu probable aux yeux de Jean-Pierre Willems que le président sortant s'inspire du rapport sénatorial dans la mesure où, explique-t-il, « *le rapport recommande de territorialiser la formation alors que Nicolas Sarkozy est plutôt dans une logique de reprise en main par l'État* ».

En développant l'idée qu'il y aurait « *trop d'intervenants, trop d'OPCA, trop de tout..., Nicolas Sarkozy prend à rebours 40 ans d'histoire* » d'un système « *construit avec la volonté d'impliquer un maximum d'acteurs* », estime le consultant : « *tout cela est basé sur un diagnostic d'inefficacité du système qui, de mon point de vue, n'a pas été démontré* ». Et de conseiller, « *sa première loi ne devrait pas être un texte de réforme mais plutôt une loi de programmation qui fixe les objectifs que se donne la Nation en matière de formation* ».

- « **François Hollande n'est pas dans une logique de refonte du système mais d'amélioration** »

Pas de mesure phare immédiate pour François Hollande selon Jean-Pierre Willems : « *il n'y a pas de réforme radicale à conduire dans le programme du PS, mais plutôt l'inscription de la formation dans une nouvelle étape de la décentralisation, ce qui correspond à la demande des Conseils régionaux* », rappelle-t-il. Cette nouvelle étape passerait notamment par un service public de l'orientation, puis de la formation, « *qui serait mieux garanti par un pilotage direct des conseils régionaux* ».

« *Comme il n'y a pas de réforme radicale à engager, on est plus sur de la recherche d'efficacité par l'instauration de nouvelles relations plus contractuelles avec les différents acteurs : je pense que leur conviction est que l'on peut gagner en efficacité en faisant mieux fonctionner ce qui existe déjà, sans avoir besoin de le bouleverser* ». Pour autant, note-t-il, les rares mesures concrètes présentes dans le programme de François Hollande - comme « *le droit à la qualification conçu comme une seconde chance et un rééquilibrage* »- sont aussi peu chiffrées et imprécises dans leur mise en œuvre que celles de Nicolas Sarkozy.

En ce qui concerne les CPRDFP, Jean-Pierre Willems estime que « *ces instances n'auront de véritable rôle que si elles ont un peu de pouvoir* ». Son conseil ? « *Ce pouvoir pourrait être un diagnostic sur les filières et une orientation des financements, à mi-chemin entre les comités régionaux de l'emploi et de la formation (Coref) de 1988 - qui étaient de véritables lieux de partage du diagnostic sur l'offre de formation, les filières et les attributions de fonds - et les conférences de financeurs évoquées par Ségolène Royal en Poitou-Charentes* ».

Évoquant les pistes de décentralisation, Jean-Pierre Willems suggère qu'« *un gouvernement Hollande pourrait s'appuyer sur la loi de 2009 pour demander au FPSPP de ne pas contractualiser qu'avec les OPCA, mais aussi avec les conseils régionaux* ». Mais attention, prévient-il, « *cela ne pourra se faire que dans un certain consensus car le FPSPP ne peut pas être efficace dans le conflit* ». Soulignant que le fonds ne « *peut jouer son rôle d'effet de levier qu'en accompagnement des politiques* », le consultant invite François Hollande à d'abord « *remettre du contractuel dans l'intervention du FPSPP* ».

S'il considère que la décentralisation fait partie des orientations de François Hollande, Jean-Pierre Willems n'en prédit pas moins de douloureux débats internes : *« sur ce sujet, le plus fort débat aura sans doute davantage lieu au sein de la gauche plus qu'entre la gauche et la droite : les Régions souhaiteraient éventuellement récupérer un peu de pouvoir normatif mais il existe une culture très centralisatrice et jacobine à gauche. Il y a des tensions très fortes entre les praticiens qui ont une approche assez pragmatique et voient un peu leur corpus idéologique, et d'autres, comme le Front de Gauche, qui voient toute forme de décentralisation comme un inacceptable démembrement de la République »*, prévient-il.

Estimant que *« la notion de sécurisation des parcours est beaucoup plus intégrée dans l'équipe de François Hollande »*, Jean-Pierre Willems ne croit pas que celui-ci prendrait des mesures similaires à celles envisagées par Nicolas Sarkozy pour les demandeurs d'emploi : *« je pense que ce sera beaucoup plus une logique thématique (bassins d'emploi, régions, illettrisme, personnes peu qualifiées, etc.) qu'une logique statutaire »*.

Enfin, le rapport Larcher aurait selon le consultant sans doute plus d'avenir avec la victoire de François Hollande qu'avec celle de Nicolas Sarkozy : *« des propositions sont compatibles, notamment en matière de territorialisation, avec une loi qui ne choquerait sans doute pas beaucoup de gens de droite, comme Raffarin et Bayrou (sic) »*.